



MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Ville de Limay
Service de la Commande Publique et des Affaires Juridiques
5, avenue du Président Wilson
78520 LIMAY

REALISATION D'UNE ETUDE SUR LA JEUNESSE LIMAYENNE ET ELABORATION D'UNE STRATEGIE MUNICIPALE DE POLITIQUE JEUNESSE

MARCHE PUBLIC N° 2026-06

Date et heure limites de réception des offres :

Le 29 juin 2026 à 12h00

Procédure adaptée ouverte en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 du code de la commande publique.

Pouvoir adjudicateur

Commune de Limay
Hôtel de Ville
5, avenue du Président Wilson
78520 LIMAY
Tél : 01 34 97 27 27

Représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur le Maire,
Monsieur Djamel NEDJAR

1- Objet et étendue de la consultation

1.1 – Objet

La présente consultation concerne : **la Réalisation d'une étude sur la jeunesse Limayenne et l'élaboration d'une stratégie municipale de politique jeunesse.**

La Ville de Limay souhaite disposer d'un diagnostic approfondi relatif à la situation de la jeunesse sur son territoire afin d'adapter et de renforcer ses politiques publiques en direction de ce public. Les transformations sociales, éducatives et économiques affectant les jeunes nécessitent une meilleure connaissance de leurs réalités, de leurs pratiques et de leurs besoins.

Dans ce contexte, la municipalité souhaite engager une étude permettant :

- d'analyser la situation démographique et socio-économique des jeunes ;
- d'identifier les problématiques spécifiques rencontrées par la jeunesse du territoire ;
- d'identifier les besoins et attentes des jeunes ;
- de visualiser une cartographie des dispositifs et acteurs existants ;
- de définir des orientations stratégiques pour la politique municipale de jeunesse ;
- De préfigurer l'organisation à mettre en place permettant de porter ladite politique municipale.

Cette étude devra constituer un outil d'aide à la décision pour les élus et les services municipaux, permettant d'élaborer une stratégie structurée et adaptée aux besoins du territoire.

1.2 - Mode de passation

Cette consultation est passée selon une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation librement définie par le pouvoir adjudicateur, en application des articles L. 2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations font l'objet d'un lot unique.

1.5 - Décomposition en tranches

La présente consultation n'est pas décomposée en tranches.

1.6- Nomenclature communautaire

Code principal

Description

79310000

Services d'études de marchés

Marché public N° 2026 - 06 – Réalisation d'une étude sur la jeunesse et l'élaboration d'une stratégie municipale de politique jeunesse

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Cependant, il est précisé en application de l'article R.2142-24 du Code de la Commande Publique qu'en cas de groupement conjoint attributaire, le mandataire sera obligatoirement **solidaire** de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la commune de Limay. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres (= co-traitants) de plusieurs groupements.

2.3 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.4 – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le marché ne comporte pas de PSE.

2.5 Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article R.2113-8 du Code de la Commande Publique. Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L.1220-1 à L.1220-3 et R.2113-8 du Code de la Commande Publique.

3 - Les intervenants :

3.1 - Désignation de l'acheteur

Ville de Limay

Direction de l'Aménagement et du Cadre de Vie
5, avenue du Président Wilson
78520 LIMAY

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La rédaction des pièces administratives de la consultation et l'analyse des offres du présent marché sont assurées par la ville de Limay.

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Le marché prévoit une coordination SPS. Le titulaire de la coordination sera désigné par la MOA. Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations. Le titulaire sera précisé au démarrage du chantier. L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du CCAP qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution sera indiqué par le candidat dans l'acte d'engagement du marché sachant qu'il ne pourra excéder délai maximum de 8 mois à compter de l'émission de l'ordre de service du commencement de la prestation.

Le calendrier prévisionnel d'exécution sera fixé à partir des délais figurant dans l'Acte d'Engagement lors de la réunion de coordination. Le calendrier ainsi établi devient contractuel et engage chacune des entreprises concernées.

Un planning détaillé tenant compte des délais de validation du maître d'ouvrage sera joint en annexe à l'offre du candidat.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les ressources correspondront aux fonds propres de la commune.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- Le présent règlement de la consultation
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières CCAP ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et annexes éventuelles ;
- Le cadre de mémoire technique (à compléter par le titulaire avec son offre) ;

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard **5 jours** avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

A – Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la Commande Publique :

*** Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :**

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles | Non |
| Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels | Non |

*** Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :**

| Libellés | Signature |
|--|-----------|
| Lettre de candidature : Désignation et habilitation du mandataire par ses cotraitants – Forme du groupement éventuel - <i>Formulaire DC1 téléchargeable sur le site du ministère de l'économie et des finances</i> | Oui |
| Déclaration du candidat individuel ou de chaque membre d'un groupement – Identification – Statut – Chiffres d'affaires <i>Formulaire DC2 téléchargeable sur le site du ministère de l'économie et des finances</i> | Oui |
| Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années | Non |
| Liste des prestations similaires exécutées au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, si elles ont été effectuées selon les règles de l'art et menés à bonne fin) | Non |
| Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat | Non |
| Déclaration de chiffre d'affaires : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique. Le candidat n'aura pas à produire ses bilans financiers. | Non |
| Présentation des contrats de services exécutés au cours des 5 dernières années avec indication des montants, des dates, des destinataires publics ou privés et des lieux d'exécution et idéalement pour des prestations comparables à l'objet du marché | Non |
| Attestation d'une assurance pour les risques professionnels ; | Non |

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière. Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant. En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue. Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143 13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <https://www.marches-securises.fr/entreprise/>
Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat).

Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr
Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Par l'utilitaire disponible à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Les candidats sont également libres de produire les certificats facultatifs à ce stade attestant de leur régularité fiscale et sociale. Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

B - Pièces de l'offre

| Libellés | Signature par le candidat |
|--|---------------------------|
| L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, (à compléter) | Oui |
| Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). | Oui |
| Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) | Oui |
| Le Cadre de Réponse Technique : justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du marché (compléter le CRT) | Oui |
| La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (à fournir) indiquant la décomposition des honoraires par temps passé sur chaque phase de mission | Oui |

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation des pièces contractuelles sans réserve ni modifications. L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants. L'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières telles que définies à l'article R.2152-1 du Code de la Commande Publique.

Le Cadre de Réponse Technique est un document Word mis à disposition des entreprises et qui remplace les mémoires techniques des entreprises. Il permet aux candidats de détailler leur offre sur le plan technique. Les candidats qui utiliseraient ce document comme base pour simplement y copier-coller leur mémoire technique seront considérés comme ayant remis une offre irrégulière.

Par ailleurs, une fois rempli ce document ne pourra pas excéder un total maximum de **30 pages**.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

Conformément aux articles L.2132-2 et R.3132-7, R.2132-13, R.2132-8 à R.2132-10 et R.2132-14 du Code de la Commande Publique, les candidats sont dans l'obligation de transmettre tous les documents relatifs à la présente consultation et de communiquer avec l'acheteur exclusivement par voie électronique à compter du 1er octobre 2018. La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

www.marches-securises.fr

7.2 - Transmission d'une copie de sauvegarde

Les candidats peuvent adresser au pouvoir adjudicateur une copie de sauvegarde, transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB..) ou sur support papier. La copie de sauvegarde ne pourra être ouverte par l'acheteur que dans les cas prévus par l'arrêté du 22 mars 2019.

Forme du pli : Cette copie de sauvegarde devra être placée dans un pli cacheté comportant les mentions visibles suivantes :

**REALISATION D'UNE ETUDE SUR LA JEUNESSE LIMAYENNE ET
ELABORATION D'UNE STRATEGIE MUNICIPALE DE POLITIQUE
JEUNESSE**

Commune de LIMAY
Service de la commande publique et des Affaires Juridiques
5, avenue du Président Wilson
78520 LIMAY

**Procédure adaptée ouverte
NE PAS OUVRIR**

Toutes ces mentions sont exigées, sous peine de déclaration d'irrecevabilité du pli concerné. Si le pli ne comporte pas une de ces indications, il sera refusé ou retourné à l'expéditeur sans avoir été ouvert. Il est précisé que les plis déposés sous enveloppes non cachetées seront rejetés.

Condition d'envoi ou de remise des plis de sauvegarde.

Ces plis sont soit remis contre récépissé, soit transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal à l'adresse suivante : Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable sur la plateforme <http://www.e-marchespublics.com>

7.3 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation.
Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 6 jours. Conformément à l'article R.2144-1 à -7 du Code de la Commande Publique, il n'y a pas d'obligation d'informer les autres candidats d'une demande de complément de candidature. Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières. Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont ainsi :

- 1- *Aptitude à exercer l'activité professionnelle,*
- 2- *Capacité économique et financière,*
- 3- *Capacités techniques et professionnelles.*

8.2 - Attribution des marchés

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de **5 jours**.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et

documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.3 – Classement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| Critères | Ponderation |
|---|------------------|
| 1- Le prix des prestations | 30 points |
| 2- La compréhension des enjeux de la mission | 20 points |
| 3- La méthodologie et l'organisation proposées | 20 points |
| 4- La compétence et les références du candidat | 20 points |
| 5- Le planning et le calendrier proposés par le candidat | 10 points |

Dans le détail, les conditions d'attribution de la note sont les suivantes :

1-Le prix des prestations » :

Ce critère sera noté sur un total de **30 points** sur la base du prix global et forfaitaire de l'acte d'engagement.

La meilleure offre se verra attribuer le nombre de point maximal indiqué, les autres offres se verront attribuer un nombre de point par application de la formule suivante :

30 points maximum x (*montant de l'offre moins disante / montant de l'offre analysée*)

2- La compréhension des enjeux de la mission :

Ce critère sera noté sur un total de **20 points** sur la base du cadre du mémoire technique

Appréciation de la compréhension du cahier des charges, des enjeux locaux, du contexte local de la démarche d'étude pour mettre en place une stratégie et en faire un outil d'aide à la décision et une feuille de route pour les élus et services municipaux de la ville de Limay.

3- La méthodologie et l'organisation proposées :

Ce critère sera noté sur un total de **20 points**.

Appréciation de l'organisation et de la démarche méthodologique proposée par le candidat (modalités d'intervention, relations avec le maître d'ouvrage, les partenaires institutionnels, etc.), ainsi que l'aptitude de l'équipe et des personnels dédiés à l'exécution de la mission.

4- La compétence et les références du candidat

Ce critère sera noté sur un total de **20 points**

Appréciation au regard des moyens en personnel et la valeur professionnelle (CV) des membres de l'équipe affectés par le candidat à l'exécution des prestations du marché afin d'en garantir la qualité technique, ainsi que les références portant sur l'exécution d'autres marchés de même nature.

5- Le planning et le calendrier proposés

Ce critère sera noté sur un total de **10 points**

Appréciation au regard de la capacité de l'entreprise à respecter les délais impartis.

Note finale :

Après pondération, la note finale sera l'addition des 3 notes des critères.

En cas d'égalité, la priorité est donnée au critère « Prix des prestations » puis au critère « Valeur technique » en cas d'égalité persistante. La note finale sera arrondie au centième.

Modalités appliquées en cas de discordance des prix dans une offre :

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, c'est le montant de l'offre corrigée qui sera utilisé pour le jugement de la note prix. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Elimination des offres :

Les offres seront rejetées sans être classées dans les cas suivants :

| | |
|----------------------------|--|
| Offre hors délai : | Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite |
| Offre inacceptable : | Offre qui excède les crédits budgétaires prévus ou qui excède le montant maximum contractuel |
| Offre inappropriée : | Offre sans rapport avec l'objet du marché |
| Offre irrégulière : | Offre qui ne respecte pas les exigences du dossier de consultation : offre incomplète, offre qui ne démontre pas que l'ensemble des prestations seront exécutées, offre qui méconnaît les législations techniques, sociales ou environnementales |
| Offre anormalement basse : | Offre avec un prix manifestement sous-évalué de nature à compromettre la bonne exécution du marché, et pour laquelle le candidat n'apporte pas de justifications de prix suffisamment convaincantes après demande de l'acheteur |

8.4 - Suite à donner à la consultation

Négociation :

Le pouvoir adjudicateur négociera avec les 3 candidats les mieux classés, au terme de l'analyse des offres ; il s'autorise à éventuellement attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociations, conformément à l'article R.2123-5 du Code de la Commande Publique. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre, sur le prix et sur les points techniques, et pourra éventuellement être menée au cours d'une audition. A défaut de réponse à l'invitation à négocier, c'est la dernière offre déposée par le candidat qui sera prise en compte.

Déroulement de la négociation (si besoin) :

Suite à une première analyse des offres basée sur les critères listés ci-dessus, une négociation pourra avoir lieu. Cette négociation devra se faire via le profil acheteur. Dans un premier temps, cette étape de la négociation pourra permettre à la commune, si elle en décide ainsi, de régulariser les offres irrégulières ou inacceptables. La commune s'autorise à ne pas négocier avec l'ensemble des offres dites conformes. Pour cela, une première analyse basée sur les critères d'attribution pourra permettre un classement, et ainsi aider la commune à déterminer le nombre de candidats admis à la négociation. Celle-ci pourra porter sur une remise d'offre plus intéressante à celle remise initialement et/ou un complément

d'informations. Une nouvelle analyse des offres sera mise en place afin de départager les candidats, après négociation, sur les mêmes critères listés ci-dessus.

Attribution :

Le candidat retenu aura à produire les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la Commande Publique, ainsi qu'une attestation d'assurance décennale, s'il ne les a pas fournis initialement. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

En cas de programme informatique malveillant ou "virus" :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le Pouvoir Adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le Pouvoir Adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé.
Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique
- une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

En cas de remise sur support physique électronique, il est exigé le format suivant : clé USB, CD/DVD
Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le Pouvoir Adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

9 - Renseignements complémentaires

Des renseignements complémentaires pourront être envoyés aux candidats soit à l'initiative de l'acheteur, soit à la suite d'une question posée par un candidat. Ces renseignements seront diffusés par l'acheteur, par l'intermédiaire du profil acheteur de la commune de LIMAY, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.**

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, le délai précité est applicable en fonction de cette nouvelle date.

9.1 – Renseignements complémentaires diffusés à la suite d'une question d'un Candidat

Les candidats peuvent poser des questions à l'acheteur, au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres de manière électronique, exclusivement via la plateforme de dématérialisation : <https://www.e-marchespublics.com/>

9.2 – Renseignements complémentaires diffusés spontanément par l'acheteur

Des renseignements complémentaires peuvent être diffusés par l'acheteur via la plateforme de
Marché public N° 2026 - 06 – Réalisation d'une étude sur la jeunesse et l'élaboration d'une stratégie municipale de politique jeunesse

dématérialisation à la suite d'une modification de détail ou d'une précision apportée au DCE. Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir émettre aucune réclamation à ce sujet.

IMPORTANT : l'acheteur est en mesure de transmettre les renseignements complémentaires aux opérateurs économiques ayant téléchargé le DCE uniquement si ceux-ci se soient identifiés sur la plateforme de dématérialisation. En cas de téléchargement anonyme, le candidat ne pourra être destinataire d'aucune information.

Les messages sur la plate-forme

Les échanges de documents, questions, réponses peuvent être réalisés via la plateforme afin d'en assurer une meilleure traçabilité. La messagerie est également utilisée pour informer les opérateurs économiques de différents événements tels que :

- nouvelle version d'un document,
- demande de précision,
- lettre de rejet, etc...

Attention : certains serveurs de messagerie présents dans le système informatique des candidats peuvent filtrer des envois venant de la plate-forme. Les candidats doivent être vigilants sur ce point.

Connexion internet, taille des fichiers, format des fichiers

La limite et la durée concernant la taille des documents qui vont transiter sur la plateforme sont à titre indicatif les suivants : • «la taille maximale des plis acceptés par la plateforme de dématérialisation est de 1 Go pour chaque pli. », mais il est recommandé de formater ses offres en dessous de 300, voire 500 mégas.

• « un délai moyen de (impossible à définir car dépend de chaque connexion) étant généralement nécessaire pour transmettre une offre de 500 mégas ». (à vérifier par un test préalable de dépôt en situation réelle à partir de votre connexion Internet).

**PREVOIR UN TEMPS SUFFISANT
POUR DEPOSER UNE OFFRE DEMATERIALISEE AVANT LA DATE
ET L'HEURE LIMITE**

9.3 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Versailles

56, avenue de Saint Cloud

78011 Versailles

Téléphone : 01 39 20 54 00

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Conformément à la réglementation, vous pouvez contester les décisions prises dans le cadre de la présente consultation, en déposant auprès du tribunal administratif de Versailles :

- Soit un recours en référé pré contractuel avant la signature du marché, conformément aux articles L.551-1, L.551-12 du code de justice administrative,
- Soit un recours en référé contractuel après la signature du marché, dans les trente et un jours qui suivent la date de publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci, conformément aux articles L.551-13 à L.551-23 du même code,
- Soit un recours en contestation de validité du contrat, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.